

La Russie : entre l'État planificateur et l'État réactif

Mariia Rubtcova, Sergueï Gachkov, Etienne Aucouturier

► **To cite this version:**

Mariia Rubtcova, Sergueï Gachkov, Etienne Aucouturier. La Russie : entre l'État planificateur et l'État réactif. SOCIOLOGIE - Journée d'études: " L'État réactif: acteurs, politiques et temporalités de l'urgence " - ENS Cachan - 21 novembre 2013, Nov 2013, Cachan - ENS, France. halshs-01022931

HAL Id: halshs-01022931

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01022931>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA RUSSIE : entre l'État planificateur et l'État réactif

Prof. Mariia Rubtcova, Docteur en sociologie, Université d'État de Saint-Pétersbourg

Sergueï Gachkov, Docteur en philosophie, Université d'État de Saint-Pétersbourg, Université de Poitiers¹

Etienne Aucouturier, Docteur en philosophie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Collège universitaire français de Saint-Pétersbourg

Introduction

L'histoire de l'union soviétique a été marquée à la fois par des volontés politiques maintes fois renouvelées de contrôle économique et social. Cependant, nous pouvons constater que derrière ces volontés affichées et institutionnalisées, voire sacralisées, de contrôle, se sont généralement dissimulées des situations d'urgences, imprévues, qui ont mis globalement en péril les planifications, au profit de la création d'institutions réactives, palliant les urgences politiques et économiques. Nous verrons cependant dans notre article si cet équilibre entre planification et réactivité a subi des variations entre 1917 et la période postsoviétique et si la sacralisation d'institutions de l'urgence n'a pas fait globalement échouer tous les projets de planification. Nous nous demandons aussi, si cette tendance du pouvoir en Russie à la planification ne dépasse pas la période soviétique et si, du même coup, elle ne constitue pas un trait caractéristique de la sacralisation des institutions et du pouvoir politique en Russie.

Partie I Planification et réactivité

Dans cette première partie nous nous interrogeons sur le sens que la réactivité ainsi que sur son rapport avec la planification. Sur cette base, nous nous demandons dans quelle mesure l'État planificateur soviétique est une forme originale de ce rapport entre réactivité et planification.

¹ Nous remercions sincèrement M. Jean-Claude Bourdin, Professeur à l'Université de Poitiers, pour les conseils qu'il nous avait donnés.

la réactivité, la réaction, l'urgence

Dans l'optique que nous avons choisi d'adopter, la réactivité est tout d'abord radicalement opposée à la planification. Tandis que la planification est une activité programmée d'avance, un fait objectif pour ses acteurs, très claire quant à ses moyens et ses objectifs, ses risques et ses résultats étant bien anticipés, voire calculés, la réactivité est un ensemble de mesures prises rapidement, urgemment et *ad hoc*, en raison d'un changement de conditions imprévu, d'une nécessité pressante, survenue de façon surprenante. La réaction n'apparaît que dans les situations d'urgence, c'est une réponse rapide et trop souvent insuffisamment réfléchie, à un facteur extérieur au système.

L'État en tant que tel se voit contraint de réagir aux phénomènes qui ne dépendent pas de sa volonté, surtout lorsqu'il est hostile et méfiant envers la cause de l'événement. Nous appelons « urgence » la situation qui met en danger jusqu'à l'existence même de l'État. La réactivité de l'État se manifeste donc quand il tente de se sortir de situations d'urgence, lorsqu'il est incapable de planifier dans une situation donnée.

D'une part, la réactivité est donc incompatible avec la planification et d'autre part, la réactivité et la planification ne peuvent exister que dans des rapports étroits et dialectiques. La planification est dans une certaine mesure une intériorisation des peurs quant à l'exposition de l'État aux situations d'urgence. La réactivité peut au contraire être considérée comme une déficience de la planification, voire sa négation, donc son prélude, voire son absence. De surcroît, la réactivité ne peut, nous le soutenons, exister que dans un rapport avec la rhétorique de planification, que ce soit en référence à l'avenir ou au passé. L'État réactif est donc paradoxalement un État qui a essayé de soumettre la vie sociale des individus aux exigences du Plan et inversement, l'État planificateur est un État qui entretient l'illusion d'une emprise absolue sur la vie sociale, politique et économique du pays. Pour cette raison, il est aussi susceptible de devoir réagir à des événements.

Mais quels événements peuvent donner lieu à la réaction ? Autrement dit, quels peuvent être les contextes historiques de cette dialectique à la fois fallacieuse et symptomatique de la réactivité comme de la planification ? L'État planificateur au cours de son histoire s'expose à divers dangers. Dans le cas de la Russie, l'État planificateur s'est manifesté sous la forme d'un contrôle social spécifique, que Mariia Rubtcova appelle le contrôle des « institutions sacrées »² ou le « contrôle social sacré »³. Nous entrons dans le détail de ces concepts ci-dessous. Dans sa thèse de doctorat en sociologie elle distingue ce type de contrôle social de deux autres types mobilisés dans les œuvres de Jürgen Habermas et de Herbert Marcuse : les types instrumental et communicatif. Outre ces deux types présents surtout dans les sociétés occidentales (qui sont la communication et la manipulation), la Russie connaît sa propre variante, qui est liée à la

² Voir Mariia Rubtcova, *Kontseptual'nye osnovania issledovania fenomena ouravliaïemosti (Les fondements conceptuels pour la recherche sur le contrôle social)* Thèse de doctorat en sociologie, St-Petersbourg, 2010

³ *ibidem*

sacralisation du pouvoir, issue de ses traditions religieuses. Il y existe en effet une forme historique de relation intime entre l'autorité religieuse et l'autorité politique, proche de ce qu'il est convenu d'appeler un césaropapisme. La planification n'y est pas seulement un acte de rationalisation, mais une profession de foi de la population envers le pouvoir sacralisé, qui a été à plusieurs reprises depuis la Révolution d'Octobre, sous des régimes se voulant laïcs, successivement sacralisé et désacralisé. C'est de cette période spécifique de l'histoire soviétique et russe dont nous allons traiter.

2) Les présupposés théoriques de l'État planificateur

Il faut souligner dans un premier temps que l'État planificateur fut un phénomène à la fois sociologique, historique et philosophique. Pour comprendre la relation entre la réaction et la planification dans l'expérience soviétique, il faut mentionner au préalable que la base théorique de l'idée de l'État rationnel, non-réactif, planificateur et stable face aux urgences, fut présente dans la pensée occidentale et russe antérieure à l'ère soviétique. Les conceptions de l'État qui se sont formées au cours du XIX^{ème} siècle ont eu de grandes conséquences sociologiques au XX^{ème} siècle : l'image de l'État devint celle d'un État rationnel, placé sous le règne de la Raison. Cette représentation est traditionnellement associée tout d'abord avec la pensée hégélienne. Dans ses *Principes de la philosophie du droit*⁴, Hegel déclara que l'État représentait l'achèvement de la vie éthique et que l'État véritable était pour lui la Raison, la rationalité absolue, l'objectif en soi, et la liberté au sens propre, historiquement accomplie. Auguste Comte estimait pour sa part que la destinée de l'État était d'assurer la paix sociale, en vue de la transformation de la société et de sa progression, dans l'esprit de la philosophie positive. Enfin, le marxisme, qui visait aussi à réaliser une transformation sociale, considérait l'État bourgeois comme un appareil de la violence exercée par la classe dominante, à l'égard de la classe dominée. En somme, le projet d'une transformation de l'État chez les marxistes, qu'il s'agisse de Marx, de Engels ou de Lénine, était lié à la révolution et à la transition vers le socialisme et le communisme.

Ces trois conceptions avaient en commun une vision de l'État comme objectif, comme étant une entité stable, servant les intérêts de la société (ou d'une classe), porteuse essentielle et primordiale des principes de la rationalité, se projetant vers l'avenir afin de pouvoir le modifier selon ses principes. C'est ainsi que l'État devint responsable de l'avenir rationnel de la nation et, en la protégeant face à différentes menaces, créa en Russie l'appareil administratif qui lui permit non seulement de réagir, mais aussi de planifier. Si la transformation de la société dépendait en effet de l'État et s'appuyait sur lui, il devait être suffisamment solide et autonome pour pouvoir assurer ces changements. Or toutes ces conceptions présentent l'État comme le garant, sans rival, des transformations sociales. L'expérience soviétique nous a montré au

⁴ Voir : Hegel *Principe de la philosophie du droit*, trad. J.-L. Vieillard-Baron, GF-Flammarion, 1999

contraire un État chargé d'un appareil bureaucratique solide, doté d'un lexique essentialiste et planificateur, pourtant incapable en vérité de dépasser le stade de l'État réactif.

3) Les institutions sacrées et le contrôle social en Russie

Dans la société contemporaine, la rationalisation ne s'effectue pas simplement à travers les rapports intersubjectifs, mais à travers les institutions. Selon Mariia Rubtcova⁵ il existe en sociologie trois approches principales du rôle des institutions dans la rationalisation de la société.

La première relève du courant instrumentaliste. L'instrumentalisme en sociologie (par exemple celui de Thornstein Veblen ou celui de Francis Fukuyama) considère les institutions globalement comme des instruments de l'assujettissement des individus. Ce n'est donc pas sans raison que certains auteurs qualifiés comme étant de gauche (comme Léon Trotski ou Cornélius Castoriadis) présentèrent souvent la société soviétique comme caractéristique d'une société dotée d'institutions de type instrumentaliste, basée sur la redistribution et la répartition des biens. Nous pouvons regretter que cette explication se limite au phénomène du socialisme (communiste) soviétique, et ne permette pas d'analyser la société postsoviétique en tant que continuation du même type de rationalisation et de contrôle social.

La deuxième approche sociologique, communicative ou phénoménologique (d'Alfred Schutz ou de Jürgen Habermas), a pour sa part essayé de prendre en considération le rôle que joue l'individu en tant qu'acteur participant à la constitution de la réalité sociale. Cette approche est intéressante, mais elle est difficilement applicable à un pays comme la Russie, où régna depuis longtemps un système de contrôle administratif total, qui manifestait sa rationalisation et son contrôle disciplinaire « par le haut », en anéantissant toute initiative de rationalisation et d'auto-organisation « par le bas ».

Comme troisième voie entre ces deux approches fondamentalement opposées, nous proposons d'étudier le lien entre le contrôle social et les institutions sacrées⁶. L'étude sociologique des institutions sacrées a pour origine les travaux d'Emile Durkheim⁷. Bien que selon Durkheim, le trait prépondérant des institutions sacrées soit leur capacité à diviser le monde en deux sphères radicalement opposées, celles du sacré et du laïque, il est possible selon lui qu'il y ait une sacralisation sans divinité, c'est-à-dire quelque chose comme une religion civile ou d'État. Un sociologue américain d'origine russe, Pitirime Sorokine proposa une telle vision alternative du sacré institutionnel⁸, en se concentrant sur l'étude de l'impact des normes religieuses sur la vie quotidienne. Sorokine montra, que vers le début du XXème siècle en Russie, les institutions religieuses subissaient une crise profonde, du fait qu'elles étaient en train de se mêler, de se confondre, avec la société laïcisée dominante.

⁵ Nous nous référons à sa thèse de doctorat : Mariia Rubtcova *Les fondements conceptuels pour la recherche sur le phénomène du contrôle social*, (en russe), St-Petersbourg, 2010

⁶ *ibid.* Rubtcova

⁷ Voir p. ex.. Emile Durkheim *La Sociologie*, Paris, Larousse, coll. La science française, 1915

⁸ Voir P. Sorokin, *A Long Journey ; The Autobiography of Pitirim A. Sorokin*, New Haven, 1963

En comparant les résultats de Durkheim avec ceux de Sorokine, nous pouvons supposer que les institutions sacrées passent par des étapes successives, aboutissant à leur assimilation dans la société profane. Rubtcova souligne cependant que la société ainsi « sécularisée »⁹ continue tout de même de sacrifier ses institutions. Ce phénomène sociologique n'est selon Rubtcova qu'un symptôme de crises profondes des sociétés, de l'effondrement des liens sociaux, de l'atomisation des individus, et de la perte, douloureusement vécue, de valeurs communautaires.

La réintroduction, par les bolcheviques, dans la société sécularisée soviétique, d'institutions sacrées sous des formes différentes de celles de l'église traditionnelle, peut être considérée comme le trait fondamental du contrôle social et de la docilité des individus envers l'État¹⁰. Nous pouvons ajouter à cela que lors des crises du sacré, les institutions sacrées (religieuses ou laïques) sont susceptibles à leur tour d'être désacralisées, et que c'est par ce processus que le contrôle social ne nécessite pas de planification et agit à travers l'État au fur et à mesure des nécessités économique-politiques. Mais une fois que les institutions sacrées (non religieuses) acquièrent un nouveau contenu, l'État réactif reprend le contrôle en se muant à nouveau en État planificateur. Nous illustrons historiquement ce fait ci-dessous, en comparant l'époque de Lénine avec la période stalinienne.

Nous pouvons provisoirement conclure d'une part, qu'à la période soviétique, l'État-réactif et l'État-planificateur sont en fait deux aspects dialectiquement liés du même processus : la rationalisation accélérée de la société russe dans les buts à la fois de court terme (répartis par périodes de l'histoire de l'URSS) et de long terme (la construction du communisme). D'autre part, que l'idée de la rationalisation par le haut a été partiellement préparée dans la pensée sociale d'avant la Révolution d'Octobre, mais ne fut mise en œuvre qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets révolutionnaires. Enfin, le paradoxe de la coexistence, de l'interdépendance et de la dialectique de l'État-réactif et l'État-planificateur s'explique par le fait que la rationalisation accélérée s'est déroulée en URSS à travers la désacralisation d'institutions sacrées, ce qui a résulté en un type de contrôle social unique des individus par l'État.

Partie II L'Etat soviétique était-il effectivement planificateur ?

Quel éclairage nouveau peuvent apporter ces théories sur l'histoire sociale russe ? Dans quelle mesure l'État soviétique, qui se voulait planificateur l'était-il effectivement ? Afin de répondre à ces questions nous nous appuyons ci-dessous sur la périodisation suivante de l'histoire soviétique:

1) La période de Lénine (1917-1925), qui suivit la Révolution d'Octobre et qui se déroula sur fond de slogans prolétariens et au nom de valeurs sociales et humanistes. Cette période correspond à la crise profonde des institutions sacrées que nous mentionnons ci-dessus, et dans laquelle l'État planificateur n'existe pas encore.

⁹ *Ibid* . Rubtcova

¹⁰ *Ibid*. Rubtcova

2) La période soviétique de l'après-Lénine, de Staline à Gorbatchev (1925-1985), qui se caractérise par une nouvelle sacralisation substitutive des institutions sacrées et par leur lente désacralisation, pendant une période de stagnation. Cette période est connue pour avoir été le théâtre d'une apogée de l'État planificateur, ce qui ne va pas de soi selon nous.

3) La période postsoviétique (à partir 1985), qui se caractérise par une nouvelle crise des institutions sacrées et par la rupture avec l'État planificateur. Pour nous il s'agit d'une rupture idéologique, qui ne prend pas en considération les réalisations économiques.

Lénine : l'État dans l'état d'urgence

Il est connu qu'après la Révolution d'Octobre, l'État soviétique a dû affronter de multiples obstacles et dangers, qui ont donné à Lénine et à d'autres leaders bolcheviques plusieurs occasions de montrer leurs capacités à appliquer des stratégies astucieuses pour y faire face. Nous pouvons aussi constater qu'au début de l'ère soviétique, le communisme n'était pas encore ce dogme qu'il est devenu par la suite. Pour s'en faire une idée il suffit de lire « L'État et la révolution »¹¹ de Lénine, où le fondateur de l'État soviétique prône l'autogestion ouvrière par le biais des soviets. Il est établi qu'après avoir réprimé la révolte de Kronstadt, les bolchéviques ont progressivement dérivé vers le totalitarisme. Nous pouvons supposer que pendant la première étape (1922-25), qui a précédé la « construction du socialisme » (à la fin des années 1920-1930), l'Union Soviétique était un « État réactif »¹² classique et que l'idéologie stalinienne ultérieure en fit *a posteriori* un simulacre d'État planificateur.

Quels dangers et quelles urgences l'État Soviétique a-t-il dû affronter ? À partir de 1917 il dut premièrement faire face à une contre-révolution et à une intervention étrangère, à des actes de sabotage et à des révoltes populaires, puis à la famine, aux retards de développement technique et culturel du pays, au manque de cadres, à une économie en décroissance, à la criminalité, au déficit de biens de première nécessité, à l'analphabétisme, au problème des enfants sans abri, etc. Les mesures urgentes entreprises par les bolcheviques sont bien connues: ce furent des prises d'otages, la terreur rouge, la création de l'Armée rouge, le recrutement d'anciens cadres tsaristes et étrangers, une demande d'aide économique étrangère pour les affamés de la Volga, la Nouvelle politique économique (la NEP), le capitalisme d'État, etc. Toutes ces mesures ne dérogeaient pas aux projets du communisme, et n'étaient donc que des réactions urgentes face à des dangers imminents, entreprises en raison de leur efficacité pratique. L'État planificateur n'était donc pas en acte, et les bolcheviques, arrivés au pouvoir par un coup d'État volontariste, ont dû poursuivre cette politique volontariste dans leurs réactions, dont ils ont fait une sorte de « religion civile ». Autrement dit, leur volontarisme politique, par le moyen d'institutions sacralisées puis désacralisées, s'est transformé, face

¹¹ Voir Lénine *L'Etat et la Révolution : la doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution*, Edition en langues étrangères, Pékin, 1970

¹² *ibid.* thèse Rubtcova

aux périls et dangers qui le menaçaient, en un État réactif, sous la forme de l'État-mission ou de l'État-transition.

À ce titre, il est important de mentionner la création de la « Tchéka » en décembre 1917, la Commission extraordinaire¹³, qui fut responsable de la terreur rouge. Cette organisation, qui portait en son nom même l'idée de la réactivité rapide, semblait en même temps remplir des fonctions rattachées aux institutions sacrées. En effet, elle se posait des objectifs qui transcendaient toutes les urgences contemporaines : il s'agissait de « purger » la Russie des « ennemis de classe », de « nettoyer la terre russe de tous les insectes nuisibles »¹⁴ (Lénine), mais il ne s'agissait pas encore du Goulag, d'un système à la fois pénitentiaire et économique, donc planifié. Par exemple, l'un des chefs les plus redoutables de la Tchéka, Martin Latsis, déclara que la tâche de la Tchéka était « d'exterminer la bourgeoisie en tant que classe »¹⁵. La réactivité et la rapidité dominaient donc toujours sur d'autres intérêts.

En conclusion de ce paragraphe, nous pouvons indiquer que les bolcheviques ont visé la construction du communisme, mais ont fini par accepter qu'ils avaient réussi à créer une société de transition : le socialisme. Autrement dit, ils ont su instaurer un système provisoire de contrôle social à travers des institutions sacrées désacralisées, un système qui se contentait de réagir aux situations d'urgence économiques et politiques. De notre point de vue, c'est avec une nouvelle sacralisation des institutions que vint la nécessité de planifier.

2) l'URSS après Lénine : le Plan et la bureaucratie

Contrairement à ses nombreuses déclarations, l'État soviétique n'a jamais su construire un État planificateur parfait et fut confronté à de nombreuses crises et imprévus, face auxquels il dut prendre des mesures d'urgence.

L'échec du projet bolchevique de révolution mondiale a contraint les leaders soviétiques à adopter la conception controversée de « socialisme dans un seul pays »¹⁶. Le Plan lui-même fût ainsi probablement, en fait, un ensemble de mesures d'urgence face à l'échec de ces visées géopolitiques. En outre, le Plan a été inauguré par deux mesures de la politique intérieure stalinienne, qui ont causé des millions de morts dans la population russe. Ce furent la collectivisation forcée des paysans et l'industrialisation du pays. Mais ces

¹³ Lexicalement, « extraordinaire » (*tchrézvytchajny*) est le même mot que « urgent » en russe. La Tchéka est donc littéralement la Commission des affaires urgentes, disposant de pouvoirs extraordinaires.

¹⁴ Dans son article « Comment organiser la compétition ? » (1917) où il comparait des riches avec des punaises et des voyous avec des poux. Lénine, œuvres complètes, t.35

¹⁵ Dans son article publié dans la revue *Terreur rouge* du 18 novembre 1918. Depuis lors, la phrase est devenue très célèbre. Citée par exemple par Tolczyk, D. *See no evil*, Yale University Press, 1999 p.19 ou par Ernst Nolte *La guerre civile européenne*, Librairie Perrin, 2011

¹⁶ Cette question du socialisme dans un seul pays qui n'a jamais été soulevée avant 1924 provoqua le schisme au sein des bolcheviques après la mort de Lénine. La conception fut d'abord avancée par Boukharine et ensuite Staline l'a utilisée comme une arme contre Trotski. Finalement, dans la période stalinienne, elle est devenue le « programme » du parti.

mesures n'étaient-elles pas engendrées elles aussi par la réactivité de l'État ? Nous le pensons et nous pouvons à ce propos rappeler les travaux de J.-P. Sartre, qui dans sa *Critique de la raison dialectique* souligna que la collectivisation avait commencé en réponse à la grève du blé. Sartre y expliquait aussi que la raison des atrocités stalinienne lors de la réalisation de ces deux entreprises pharaoniques avait surtout été « la rareté du temps qui s'y incarne, en tant que cette rareté dépend elle-même de deux facteurs, l'urgence de la menace extérieure et celle du danger intérieur. Mais l'une et l'autre urgences sont causées par le sous-développement : il faut industrialiser vite parce que l'écart est trop grand entre l'URSS et les puissances capitalistes ; *on n'a pas le temps* de développer les industries de consommation ; il faut collectiviser de force parce que les tracteurs manquent ; *on n'a pas le temps* d'éduquer les paysans. »¹⁷ Nous pouvons voir qu'en répétant deux fois « *on n'a pas le temps* »¹⁸, Sartre nous montre clairement qu'il s'agissait de réactions urgentes et rapides. Mais il demeure cependant la question de savoir pourquoi, pendant la période stalinienne, l'État soviétique se voulait être à tout prix un État-planificateur, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan idéologique.

Dans la littérature de gauche, de Léon Trotski à Yvan Craipeau, chez Bruno Rizzi ou Cornélius Castoriadis, nous retrouvons couramment l'idée que l'URSS était un « État ouvrier dégénéré »¹⁹, où par un capitalisme d'État, la nouvelle classe bureaucratique prenait la place de la bourgeoisie. Ainsi non seulement le caractère socialiste de l'économie planifiée à la stalinienne, mais même le caractère planifié et planificateur du Plan étaient remis en question. Par exemple le trotskiste britannique Tony Cliff déclara à ce propos :

« Si par « économie planifiée » nous entendons une économie dans laquelle toutes les branches qui la composent sont réglées à un rythme unique, dans laquelle les frictions sont très peu nombreuses et par-dessus tout, dans laquelle la prévision règle les prises de décisions économiques, alors l'économie soviétique est tout sauf planifiée. »²⁰

Selon ces chercheurs, l'URSS se voulait donc être un État planificateur surtout pour les raisons idéologiques, puisque sa base économique était complètement productiviste. Dans ce sens, le volontarisme de la bureaucratie au pouvoir l'obligeait à conférer aux institutions sacrées un nouveau contenu, jusqu'à ce qu'elle devienne ce contenu lui-même. Nous pouvons donc avancer l'hypothèse selon laquelle l'État planificateur existait surtout sur le plan idéologique, dans le fonctionnement des institutions sacrées du contrôle social, tandis que la base économique de la société soviétique restait totalement réactive. Mais la différence cardinale avec la période léniniste précédente est qu'au lieu de réagir aux urgences qui se présentaient au cours de la construction sociale, l'État créait lui-même sous couvert de planification des « urgences » sous la forme de plans titanesques, en effectuant ainsi un maximum de contrôle social sur la population et en délaissant les problèmes sociaux. A l'époque de Khrouchtchev, lorsque les institutions

¹⁷ J.-P. Sartre *La Critique de la Raison dialectique*, v. II, Gallimard, 1985 p. 187

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Ref

²⁰ Tony Cliff, *Le capitalisme d'Etat en URSS : de Staline à Gorbatchev*, Edi, 1990, p. 74

sacrées ont commencé à subir une nouvelle désacralisation et lorsque le contrôle social diminua, le plan quinquennal fut remplacé par un plan septennal.

Pour clarifier ce point, citons encore Tony Cliff qui écrit dans *Le capitalisme d'Etat en URSS*:

« Un des éléments les plus importants de la gestion bureaucratique est le changement rapide et arbitraire des décisions du gouvernement central lui-même. »²¹

Tony Cliff cite ensuite une série d'exemples qui montrent que l'État planificateur avait l'habitude de se donner des tâches surdimensionnées, pour consentir finalement à des résultats beaucoup plus modestes. Mais il faut remarquer que dans ces cas-là, l'État planificateur agissait en combinant habilement, à travers les institutions sacrées, le contrôle social avec la réactivité. Cliff écrit : « Pendant neuf ans (1928-1937), l'enthousiasme pour les domaines gigantesques prédomine avant qu'une réaction ne se dessine, après laquelle on déclara que la gigantomanie était le résultat des activités pernicieuses des « trotsko-fascistes » »²².

Finalement, Tony Cliff en vient à la conclusion suivante que nous partageons avec certaines réserves :

« On peut dire qu'en URSS, il n'y avait pas de véritable plan, mais l'intervention arbitraire du gouvernement pour corriger les dysfonctionnements de l'économie, eux-mêmes dus aux décisions et aux pratiques de ce gouvernement. Par conséquent, au lieu de parler d'une économie soviétique, il serait plus juste de parler d'économie bureaucratiquement dirigée. »²³

Ce type d'intervention du gouvernement peut aisément être conçue comme issue d'un État-réactif, l'opposé ontologique de l'État-planificateur. On pourrait alors se demander comment expliquer des réalisations industrielles issues de planifications. Nous supposons à ce propos que la bureaucratie soviétique peut être entendue en deux sens différents : aux côtés de la nomenklatura, il y avait de bons statisticiens, des technocrates, qui se rendaient bien compte de l'état véritable de l'économie.²⁴ C'est donc peut-être grâce à ces spécialistes que l'État planificateur a su conserver son rôle politique dans l'économie soviétique.

3) La rupture abrupte avec le Plan et le retour probable de l'économie planifiée

La rupture totale avec le Plan en Russie postsoviétique n'a pas été entièrement justifiée du point de vue économique, mais succéda aussi à une lente désacralisation de l'État planificateur. Avec la déstalinisation, les institutions sacrées ont commencé à dégénérer, les populations n'y voyant plus qu'une simple idéologie. Ainsi, le Plan a-t-il épuisé sa ressource essentielle et est-il devenu le symbole de l'impuissance économique de l'URSS, face aux pays capitalistes économiquement et industriellement avancés. Après l'effondrement de l'URSS, le gouvernement russe se mit à effectuer une rupture complète avec l'idée même de la planification.

²¹ *ibidem*, p. 79

²² *Ibid.*

²³ *ibidem*, p.127

²⁴ Nous nous référons à la recherche d'Alain Blum et Martine Mespoulet, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte.P. 2003, 372 p.

La nouvelle Russie mit en place une politique économique appelée « thérapie de choc »²⁵ qui, comme cela à été répété à l'envi, consista surtout à donner un choc, mais sans aucune thérapie. Il est évident qu'il s'agissait encore de mesures d'urgence, d'une action de l'État réactif. Au lieu de mener le pays vers l'avenir radieux du capitalisme, comme il l'avait promis aux électeurs, Boris Eltsine inaugura en fait toute une époque d'urgences, de réactions et de crises. Ainsi le sens explicite des réformes eut des effets bien différents de ce qui avait été annoncé officiellement. L'État, qui s'est heurté à de nouvelles menaces économiques et sociales, a commencé dans la période postsoviétique à opérer une transition vers un régime à « commande manuelle ».

La rupture avec l'idée de Plan n'eut pas tant de raisons proprement économiques que politiques. Sans doute, en promouvant la décentralisation du pays, Eltsine entendait démontrer sa rupture définitive avec le passé soviétique. Il voulait absolument créer en Russie une économie de marché *ex nihilo*, en se basant seulement sur les idées reçues du capitalisme « classique »²⁶, qu'il acceptait sans réserves. Nous pourrions en conclure qu'en se débarrassant, d'un point de vue idéologique, du Plan, ni la Russie postsoviétique, ni l'Union Soviétique, n'ont cherché à poser clairement la question de l'efficacité économique de l'économie planifiée, en se concentrant seulement sur ses aspects politiques.

Les doctrines de l'économie du marché libre sont entrées en conflit avec les institutions sacrées, qui se sont heurtées à l'effondrement politico-idéologique du pays. L'État dans la Russie postsoviétique en revint alors à la nécessité économique et sociale de reconstituer un régime de planification, bien qu'il n'ait en fait jamais véritablement existé en tant que tel. Dans les dernières années, l'État russe a cherché à constituer une planification économique et sociale pour assurer un budget triennal. Mais la crise économique mondiale de 2008 a aussitôt mis fin à ce projet.

Partie III La Russie actuelle : une planification manquée

Le retour à la planification continue de hanter périodiquement la Russie postsoviétique. En 2008 la Russie a accepté pour la première fois depuis la fin de l'ère soviétique un budget triennal (2008-2010). L'ex-Président Dmitri Medvedev avait hérité d'une équipe d'anciens conseillers en économie, prônant la « stabilité » à tout prix, par opposition au chaos économique des années 1990. Ces fonctionnaires ont déclaré que la transition vers le budget triennal « transformerait le budget en un instrument efficace pour des

²⁵ Les réformes de Iégor Gaïdar (1991-1992) ont été inspirées par l'école de Chicago. On a libéralisé la monnaie, les prix, on a fait de nombreuses privatisations en toute urgence. Les épargnes s'évaporèrent, l'espérance de vie plongea et la production diminua. Les oligarches s'en sont enrichi.

²⁶ Eltsine n'étant pas compétent en économie a confié l'économie politique à Gaïdar qui croyait religieusement en doctrine de l'école de Chicago, au libéralisme monétariste. Gaïdar fut l'auteur de cette formule bien mystique : « Si tu fais des réformes et attends des remerciements, tu ne comprend pas comment le monde est fait. » Ayant appris que huit personnes dans une petite ville moururent de faim, il s'indigna qu'on l'ait dérangé avec de telles sottises.

programmes stratégiques, pour la réalisation de projets nationaux. »²⁷ La planification triennale devait, selon eux, « permettre de distribuer d'avance les ressources financières, d'effectuer des contrats de trois ans, inclus dans le budget, d'accepter des engagements budgétaires à long terme. »²⁸ De plus, ce plan triennal comprenait un budget réparti en deux volets, selon l'origine des fonds : l'un provenait de la vente du gaz et du pétrole et l'autre de sources diverses. Selon ces déclarations²⁹, en 2010, le deuxième volet devait dépasser le premier, avec 31,8 pourcent du budget pour la rente pétrolière et gazière et 68,2 pourcent pour les autres sources. Mais les experts ont dû tout de suite constater que ces heureux changements pronostiqués dans la structure du revenu national n'avaient pas eu lieu. Pire que cela, pour le début de l'année 2008, la part des revenus du gaz et du pétrole représentait encore 52 pourcent, contre 33,2 pour les autres revenus en 2007. Cette planification triennale était vouée à l'échec dès ses débuts, car l'économie de la Russie était et reste complètement dépendante de l'export du gaz et du pétrole, de l'importation de produits d'alimentation et de biens de grande consommation, autant que de celle de machines outils pour l'industrie. Dans un pays où règnent une inflation galopante, des monopoles naturels et la corruption, les conseillers en économie se sont manifestement trompés, car leur projet de planification et leurs pronostics se sont avérés en décalage flagrant avec la réalité.

Les experts de la Cour des comptes de Russie ont réagi à ce budget en y formulant plusieurs objections dont les plus importantes sont les suivantes :

1. La planification triennale requérait une haute qualité de prévision économique et de la précision dans l'évaluation des facteurs, pour le calcul du budget. Dans la prévision macroéconomique, de graves erreurs ont été commises.
2. Une partie des revenus du gaz et du pétrole ont été orientés vers le Fonds de stabilisation des changes et y a été bloquée. Une partie des moyens de ce Fonds a été dirigée, sur ordre du Président, pour la capitalisation des instituts du développement : la Banque de développement, le Fonds d'investissements, etc. En raison de la crise économique de 2008 il était néanmoins raisonnable de s'interroger sur la sûreté des investissements du Fonds dans des actifs étrangers.
3. Plus d'un tiers des revenus « non-gazo-pétroliers »³⁰ étaient attendus de la TVA sur les produits, travaux et services, réalisés sur le territoire Russe. Néanmoins, cette recette ayant été jugée incertaine, la TVA a eu plutôt tendance à baisser.

La crise financière de 2008 a précipité la fin de ce projet de planification budgétaire. Le 10 mars 2008, le vice-premier Alexeï Koudrine a annoncé que la réalisation du budget de 2008 serait interrompue face à la crise financière. Les autorités ont envisagé de revenir au budget triennal en 2010, mais cela n'a pas eu lieu.

²⁷ Voir Agapcov Sergueï *Trekhetni budget...* in : Ekonomika i financy, Moscou 2007, N4, pp. 276-280, federalbook.ru/files/FS/Soderjanie/FS-21/IV/Agapcov.pdf

²⁸ *ibidem*

²⁹ *ibidem*

³⁰ *ibidem*

La Russie contemporaine continue ainsi à fonctionner, ou vouloir fonctionner, sous la forme d'une « économie du Plan », dans le sens de celle de l'époque soviétique. La tentation d'un retour à la planification est récurrente et se manifeste parfois, à l'occasion d'un nouveau contexte économique mondial et malgré des déclarations politiques d'innovation économique. Et les institutions sacralisées jouent, de notre point de vue, un rôle important dans ce retour régulier de la planification. Nous pensons à ce propos qu'une recherche plus détaillée sur ces processus de sacralisation et de désacralisation des institutions au cours de l'histoire de la Russie, nous permettra d'éclairer davantage des raisons sous-jacentes de cet échec recurrent de la planification.

Conclusions

Sur la base de ces analyses, nous pouvons d'abord conclure, que depuis 1917, en Russie, les conceptions de l'équilibre entre la planification et la réactivité se sont considérablement transformées. Néanmoins, il existait toujours un écart considérable entre ce que l'État affirmait et ce qu'il faisait, puisque l'État soviétique a été majoritairement réactif. Ensuite, l'État planificateur en URSS n'était qu'une superstructure dont l'existence était liée à des institutions sacrées, son économie étant celle d'un État réactif. Dans ce sens, l'économie planifiée n'a jamais existé en URSS, du moins en acte. Enfin, la part de la planification dans l'économie soviétique était due principalement à des spécialistes, des technocrates qui avaient les compétences propres à analyser les états de l'économie russe, en s'affranchissant relativement des œillères idéologiques de la nomenklatura. Dans ce sens, l'idée même d'une économie planifiée ne se limite pas à l'expérience soviétique. La rupture avec le Plan après la chute de l'URSS a été, de toute évidence, engendrée par le contexte politique.

Bibliographie

1. Agapcov Sergueï, « Trekhletni budget » (Sur le budget triennal), in : *Ekonomika i financy*, Moscou 2007, N4, pp. 276-280, federalbook.ru/files/FS/Soderjanie/FS-21/IV/Agapcov.pdf
2. Alain Blum et Martine Mespoulet, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, La Découverte.P. 2003, 372 p.
3. Tony Cliff, *Le capitalisme d'Etat en URSS : de Staline à Gorbatchev*, Etudes et documentation internationales, P. 1990
4. Sergueï Gachkov *L'histoire et la politique dans la pensée française de l'après-guerre face au socialisme « réel »*, Thèse de doctorat en philosophie, Poitiers, 2012
5. Lénine Vladimir *L'Etat et la Révolution : la doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution*, Edition en langues étrangères, Pékin, 1970
6. Mariia Rubtcova, *Kontseptual'nyié osnovania issledovania fenomena ouravliaïemosti (Les fondements conceptuels pour la recherche sur le contrôle social)* Thèse de doctorat en sociologie, St-Pétersbourg, 2010
7. Jean-Paul Sartre, *La Critique de la Raison dialectique*, v. II, P. Gallimard, 1984

L'ETAT RÉACTIF : ACTEURS POLITIQUES & TEM- PORALITES DE L'URGENCE

JEUDI 21 NOVEMBRE 2013
8H30-18H30

ENS CACHAN

ENS, PAVILLON DES JARDINS

65 AVENUE DU PRÉSIDENT WILSON, CACHAN, FRANCE

Conférence Inaugurale - URGENCE & ACCELERATION

- **Hartmut Rosa (Université Friedrich-Schiller de Jéna)**
- **Christophe Bouton (Université de Bordeaux 3)**
- **Pascal Michon (Lycée Claude-Monet, Paris)**

ISIP Institut des
Sciences sociales du
Politique

IF2S Institut fédératif
en Sciences sociales

Journée d'Etude



Contact :

etatreactif@yahoo.fr

<http://calenda.org/245804>

Organisation

E. Gardella (ISP Cachan) ; C. Lancelevée (IRIS-EHESS) ; F. Vagneron (CRH-EHESS) ; L.

Dumoulin (ISP Cachan - CNRS) ; B. Bastard (ISP Cachan - CNRS) ; C. Miot (ISP Cachan) ; M. Aranda (Université Paris X-Nanterre) ; A. Pregnolato (Université Paris X - Nanterre).

Comité scientifique

M. Bessin (IRIS-CNRS) ; A. Bidet (CMH-CNRS) ; P.-M. Chauvin (MCF Paris 4) ; F. Chave (CMH-CNRS) ; P. Laborier (Professeure Paris-X Nanterre) ; N. Offenstadt (MCF HDR-Paris 1)

